

Royaume du Maroc

**Ministère des Affaires Etrangères
et de la Coopération**

Direction des Affaires Africaines



المملكة المغربية
وزارة الشؤون الخارجية
والاندلس
مديرية الشؤون الإفريقية

Rabat, le 3 juin 2013

Note de Synthèse sur la Stratégie du Maroc envers l'Union Africaine

Le 21ème Sommet de l'Union Africaine tenu à Addis Abéba du 22 au 28 mai 2013 a été le révélateur de l'existence d'une véritable stratégie globale planifiée par l'Algérie et l'Afrique du Sud dont l'Union Africaine est le terrain privilégié et qui vise à faire adopter à celle-ci puis par la suite à la communauté internationale l'option de l'indépendance comme la seule et unique solution au conflit du Sahara.

Notre pays a pu lors de ce sommet déjouer partiellement la stratégie adverse et a obtenu des gains importants au regard du contexte et du rapport de force.

Cette stratégie menée sur plusieurs fronts et sur plusieurs registres vise à faire croire à l'échec du processus de négociation mené sous l'égide du Conseil de Sécurité pour justifier son abandon et l'introduction de l'indépendance non pas comme une des alternatives possibles mais comme la seule alternative.

L'Union Africaine constitue le terrain le plus favorable pour la réalisation de cet objectif, en raison, d'une part, de l'absence de notre pays et d'autre part de la collusion entre l'Algérie et l'Afrique du Sud avec la Présidente de la Commission, ce qui leur assure la mainmise sur les rouages de l'organisation.

C'est sur ce terrain que cette offensive devra être contrée en premier lieu par la mobilisation de tous les pays amis ainsi que les pays qui craignent de plus en plus l'hégémonie de l'Afrique du Sud sur le continent et sur l'agenda de l'organisation panafricaine.

Notre pays devra mettre au point et en œuvre une stratégie d'envergure dont l'objectif devra être de contrer la stratégie adverse, de passer à l'offensive sur certaines questions liées aux droits de l'homme (réfugiés), de faire échec à la stratégie globale de l'Algérie, d'imposer la solution politique comme seule alternative crédible, possible et réaliste et d'évincer en fin de compte la prétendue « RASD » de l'organisation de l'Union Africaine.

Plusieurs séquences s'imposent pour mener à bien cette stratégie :

1)- Mener une vaste campagne diplomatique à tous les niveaux pour faire échec à la manœuvre de l'Algérie et de l'Afrique du Sud en prévision du prochain sommet de l'UA en janvier 2014 à Addis Abéba.

* Cette campagne consistera en l'envoi d'émissaires porteurs de Messages Royaux à plusieurs Chefs d'Etat africains amis

* Mobiliser les Ministres des Affaires Etrangères de tous les pays amis.

*Faire relayer cette démarche par les Ambassadeurs du Maroc en Afrique et les Ambassadeurs des pays africains à Rabat.

* Une démarche semblable devra viser les Représentants Permanents à Addis Abéba pour les préparer à contrer la manœuvre adverse lors des réunions préparatoires de l'échéance de janvier 2014 de l'UA.

2)- Les ONG marocaines devront être mobilisées pour entreprendre des démarches à Banjul auprès de la Commission Africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), pour dénoncer son parti pris et lui demander de se saisir du crime contre l'unanimité et du déni de protection dont sont victimes les populations séquestrées dans les camps de Tindouf.

3)- Entreprendre avec détermination des démarches au niveau du HCR et des ONG d'audience internationale et les amener à se saisir de la question de la violation des droits des populations des camps de Tindouf à la protection internationale et de la responsabilité de l'Algérie sur cette situation. Cette démarche peut être entreprise à la fois au niveau officiel et par les ONG marocaines de défense des droits de l'homme.

La mobilisation des médias nationaux et internationaux est à cet égard indispensable.

L'objectif étant d'acculer l'Algérie et de la mettre au banc des accusés sur une question où elle est la plus inconfortable et la plus vulnérable.

4)- Crédibiliser le processus onusien de négociation d'une solution politique en évitant son enlisement et donner à la communauté internationale les raisons de continuer d'y croire. Le retour à la table des négociations peut à ce titre ôter un argument de taille aux adversaires et les empêcher ainsi d'avancer que ce processus a échoué.

5)- Dénoncer auprès des différents interlocuteurs et à travers les médias l'attitude belliqueuse et hostile de l'Algérie à l'égard de l'intégrité territoriale du Maroc et dévoiler son double langage tendant à faire le distinguo entre les relations de bon voisinage avec notre pays et la question du Sahara.

Cette posture très vicieuse tend à faire croire aux pays amis du Maroc que la question du Sahara n'est pas un casus belli entre le Maroc et l'Algérie et vise à les démobiliser en fin de compte.

Le durcissement du ton à l'égard de l'Algérie accrédiatera la thèse que la question du Sahara est déterminante pour notre pays et que toute solution qui ne prend pas en compte les droits du Maroc sur son territoire constituera un menace pour la paix et la sécurité dans une région très fragile. L'objectif étant d'amener la communauté internationale à prendre ce risque très au sérieux.

6)- Entreprendre des actions envers certains pays qui ont montré une certaine neutralité lors des derniers débats au Conseil Exécutif, pour obtenir leur ralliement au processus onusien et leur demander de retirer leur reconnaissance de la pseudo « rasd » en, l'occurrence, le Rwanda, l'île Maurice et le Botswana.

7) – Préparer une opération d'envergure, en concertation très étroite avec un noyau dur de Chefs d'Etat amis (Sénégal – Côte d'Ivoire – Burkina-Faso - Gabon – Guinée Equatoriale) visant à obtenir la majorité de 2/3 des Etats membres de l'UA sur le projet de résolution de suspension de la pseudo « rasd ». Le message central à mettre en avant est celui de corriger la contradiction flagrante qui existe entre la demande d'autodétermination et le préjugé de son issue, à travers la reconnaissance d'une entité qui n'a aucune existence, ni attribut de souveraineté.

Cette stratégie devra être menée par une task force composée de diplomates chevronnés et de personnalité ayant une grande expérience de la politique régionale et internationale. Elle devra disposer de moyens conséquents à la mesure de l'enjeu et des capacités de l'adversaire.

Le succès de cette entreprise dépendra également du renforcement substantiel et en qualité des capacités opérationnelles de l'appareil diplomatique marocain en Afrique et particulièrement à Addis-Abeba.

L'Ambassadeur, Directeur des Affaires Africaines

Moha Ouali TAGMA

